

## Chronique de la gauche de gauche

# Front de gauche

## Débats en cours et (re)structurations en vue

**C**omme on pouvait s'y attendre, l'euphorie qui a entouré l'élection présidentielle de mai 2012 a été un peu ébranlée au sein du Front de gauche par le résultat relativement décevant obtenu aux élections législatives de juin. Dans les semaines qui ont suivi, diverses explications ont été avancées, variables évidemment selon la composante du Front de gauche qui les formulait. Le Parti de gauche avait présenté 105 candidats pour se retrouver avec un unique élu, Marc Dolez, un des fondateurs du parti. Dans un communiqué du 18 juin, il se félicitait certes de « la défaite de la droite » mais considérait que « L'assemblée élue ce soir ne représente cependant qu'une réalité déformée du pays. Les conséquences de la présidentialisation du régime font qu'à peine plus d'un français sur deux a voté. Le Front de Gauche, 4 millions de voix à la présidentielle, dispose de moins d'élus que dans l'assemblée sortante ! C'est un problème pour la démocratie, mais aussi pour la gauche tout entière mal représentée dans sa diversité ». De façon moins officielle, reproche était fait au Parti communiste d'avoir voulu assurer l'élection de ses sortants, par des campagnes très locales, à bas bruit en quelque sorte. D'où l'absence de véritable campagne nationale, ce qui aurait en quelque sorte focalisé l'attention des médias sur les

LOUIS WEBER

résultats de Jean-Luc Mélenchon dans son duel, revendiqué, avec Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Outre le fait que le jeu médiatique s'impose aux candidats plutôt que l'inverse, les responsables du Parti communiste avaient beau jeu de retourner la proposition, arguant que la candidature à Hénin-Beaumont, en tout cas la façon très personnalisée dont la campagne avait été menée, avaient été une erreur et que c'est cela précisément qui avait provoqué le peu de visibilité du Front de gauche au plan national. Il reste que le résultat final n'était pas bon, le score (6,91%) étant très loin de celui de la présidentielle et ramenant le Parti communiste à son résultat de... 1958. Le nombre de députés du Front de gauche était divisé par deux (10 dont 1 du Parti de gauche, 2 de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) et 7 du Parti communiste contre 19 sortants dont 16 communistes et apparentés et 3 du Parti de gauche). Il a cependant été possible de constituer un groupe à l'Assemblée nationale grâce à l'apport de cinq députés d'outre-mer et cela malgré,

semble-t-il, « les efforts du parti socialiste pour les en dissuader »<sup>1</sup>.

Ces différences dans l'interprétation des causes de la déconvenue des législatives ont pesé sur des réunions comme celle du Comité national de campagne le 26 juin 2012, soit quelques jours seulement après le deuxième tour des législatives. La tension était palpable. Pierre Laurent, qui préside cette instance, a pris soin de préciser qu'il y avait un « choix unanime de poursuivre le Front de gauche ». Mais il a regretté, lui aussi, que la campagne n'ait pas été assez nationale, tout en ne se privant pas au passage de noter que l'épisode de Hénin-Beaumont avait « introduit un biais ». Pour lui, s'il est nécessaire de ne pas laisser de terrain au Front national, il y avait débat au sein du Front de gauche sur la façon de mener ce combat. Il met en garde, à ce sujet, contre l'interprétation « bataille Front contre Front » que la presse a largement répandue. Pour lui, la bataille nécessaire contre le Front national et ses idées ne doit pas être détachée du reste de l'activité politique du Front de gauche.

Au cours de la même réunion, Jean-Luc Mélenchon a rappelé que, pour lui, il ne s'agissait évidemment pas de tomber dans le piège du « Front contre Front » mais de mettre l'accent sur la révolution citoyenne. Il rappelle que l'élection présidentielle avait constitué un vrai tournant, avec pour la première fois depuis 1981 un score à deux chiffres pour « l'autre gauche ». L'abstention constatée pour les élections législatives explique en partie le fait que sur les 6 millions de voix

qui se sont portées sur sa candidature, 2 millions ont disparu un mois après. Il s'agit là d'une illustration du « qu'ils s'en aillent tous » qu'il avait analysé dans un récent livre<sup>2</sup>. Il appelle à « faire vivre le Front de gauche comme une pratique et non comme une théorie ».

Dans cet esprit, l'abstention des députés et sénateurs du Front de gauche sur la déclaration de politique générale du gouvernement de Jean-Marc Ayrault a été une bonne occasion de montrer concrètement que le Front de gauche est « membre de la majorité (qui a chassé Sarkozy) » sans se priver, le cas échéant de « s'opposer à la politique de l'actuel gouvernement ». Ce qui, il est vrai, n'est pas toujours facile à manier, comme le montrent les divergences actuelles, principalement entre le Parti de gauche et le Parti communiste, sur le vote (à venir) du budget 2013. Tout indique en effet que les communistes, après s'être opposés à plusieurs textes récents (ce qui a eu pour effet de les faire rejeter par le Sénat)<sup>3</sup>, s'abstiendront pour le vote final<sup>4</sup>, alors que Jean-Luc Mélenchon mène campagne pour le vote contre. Il vient encore de plaider en ce sens, révélant au passage l'isolement des communistes au Front de gauche sur cette question : « C'est dans ce contexte qu'est intervenue notre discussion au Front de Gauche à propos du vote sur le budget de l'État. Ce n'est pas un secret : le Parti de Gauche, comme la

1. « Le PS tente un par un d'empêcher les députés ultramarins de constituer notre groupe » à l'Assemblée, selon Jean-Luc Mélenchon, au cours d'une conférence de presse au siège du Parti de gauche le 25 juin 2012 (cité par *Le Figaro.fr* du 25 juin 2012).

2. Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous. Vite la Révolution citoyenne*, Paris, Flammarion, octobre 2010.

3. Cela été le cas pour le projet de financement de la Sécurité sociale, une proposition de loi socialiste sur l'énergie ou le projet de programmation budgétaire.

4. « Il y a des mesures fiscales qui ont corrigé le tir par rapport à Nicolas Sarkozy et nous voulons en tenir compte », selon Pierre Laurent, *Libération*, 12 novembre 2012.

totalité des représentants des partis du Front de Gauche à la coordination, sauf ceux du PCF, étaient partisans de voter contre ce budget. Ce n'est pas une affaire de posture plus ou moins frontale vis-à-vis du PS et de son budget. C'est d'abord une appréciation sur le fond : c'est un mauvais budget pour le pays et dans le contexte de récession commencée. C'est le budget de la plus grande contraction de la dépense publique depuis plusieurs décennies. [...] Mais le fond est aussi politique : il s'agit de la mise à distance qu'il faut affirmer avec tout le système et la politique du nouveau gouvernement. [...]»<sup>5</sup>. Jean-Luc Mélenchon rejette au passage l'argument souvent utilisé, y compris par les responsables socialistes, de la « collusion avec la droite » : « Tout cela parce que les socialistes et leurs journalistes jouent le petit jeu de répéter que nous votons avec la droite ? Qui est-ce que cela trouble à part ceux qui sont déjà troublés de toute façon ? Le PS faisant la leçon sur les votes avec la droite après sa collusion avec le traité de Sarkozy ? »

Ces divergences d'appréciation annoncent-elles des tensions entre les deux principales composantes du Front de gauche pour les élections municipales de 2014, les alliés des communistes craignant d'ores et déjà que ceux-ci ne finissent par privilégier les alliances avec le Parti socialiste pour préserver leurs positions municipales ?

Les autres composantes du Front de gauche sont-elles réduites au rang de simples spectateurs ? Il est vrai que, pour elles, en l'absence de représentation parlementaire, il est plus difficile d'exister médiatiquement en période non élec-

torale. La Fase fait exception, avec ses deux députés. Jusqu'ici, ceux-ci semblent plutôt être sur la même ligne que leurs collègues communistes, ce qui tend à montrer là aussi les différences de points de vue qui peuvent exister entre des élus confrontés directement à un vote dans une assemblée et la formation politique à laquelle ils se rattachent. Jacqueline Fraysse, qui est avec François Asensi un des deux élus de la Fase, « privilégie une "posture constructive" vis-à-vis de la majorité, lui laissant le bénéfice du doute à quelques mois de sa prise de fonction. L'équilibre politique à trouver reste complexe. "Au moins pour le moment", précise-t-elle »<sup>6</sup>.

Ces divergences tactiques au sujet de l'attitude à adopter par rapport au gouvernement et, par conséquent, par rapport au Parti socialiste, sont considérées comme normales au sein du Front de gauche, dont elles ne mettent pas le projet en cause. Ce qui rassemble en effet, ce n'est pas l'opposition de principe au gouvernement mais l'opposition aux politiques d'austérité, ce qui n'est pas la même chose et peut donner lieu ponctuellement à des évaluations différentes des enjeux. Pour le Parti socialiste, en revanche, la cause est entendue : son nouveau premier secrétaire a en effet rencontré les 28 et 29 novembre, « les radicaux de gauche, les écologistes et le Parti communiste. Mais le Parti de gauche de M. Mélenchon, déjà rangé dans l'opposition, n'a pas été convié »<sup>7</sup>. Ce qui est peut-être aussi la suite, somme toute logique dans la stratégie du Parti socialiste, de

5. Blog de Jean-Luc Mélenchon, <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/11/22/le-moment-moodys-et-cope/>, 22 novembre 2012.

6. Pierre Jacquemain, « Gauche[s] : vers une crise politique ? », *Regards.fr*, 15 novembre 2012. Ce site prend le relais du mensuel *Regards*, dont la version papier devient trimestrielle.

7. Michel Noblecourt, « Le Parti socialiste se ferme à gauche », *Le Monde*, 25 novembre 2012.

ce que Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, pointait déjà après l'échec de Jean-Luc Mélenchon à Hénin-Beaumont : « Nous avons sous-estimé à quel point le PS allait faire un enjeu de battre Jean-Luc Mélenchon, d'où la présence sur le terrain de Martine Aubry et de Jean-Marc Ayrault. Mais sans Hénin-Beaumont, on n'aurait sans doute pas du tout parlé du Front de gauche dans cette campagne totalement présidentialisée »<sup>8</sup>...

### Vers un troisième pilier ?

La relative invisibilité des autres composantes du Front de gauche, notamment des groupes ayant successivement quitté le NPA, les incite à tenter de surmonter les divergences anciennes et de se regrouper. Dès le mois d'avril 2012, quelques personnes déjà engagées ou non dans la construction du Front de gauche publiaient un texte dans *Médiapart* pour appeler à une réunion le 9 mai à la Bourse du travail de Saint-Denis, voulant prendre « toutes [leurs] responsabilités pour permettre l'émergence d'une force de transformation sociale et écologique, durable et utile contribuant au rassemblement de toute la gauche de gauche »<sup>9</sup>. Si le contenu du texte n'innove guère par rapport au programme du Front de gauche, à l'exception peut-être d'une touche « verte » plus marquée due sans doute à la présence des Alternatifs – à l'époque non encore membres du Front

de gauche, mais qui viennent de décider de le rejoindre<sup>10</sup> –, l'objectif politique est plus précis : « L'enjeu est de rassembler toutes les forces de la "gauche de gauche", de cristalliser la dynamique populaire en mouvement politique permanent. [...] Chacun doit pouvoir se joindre à ce combat, par adhésion directe, dans une construction politique dont les règles démocratiques seront définies par tous et toutes... » L'appel reprenait la revendication de l'adhésion directe au Front de gauche, déjà formulée précédemment, de manière plus ou moins explicite, et exprimée à plusieurs reprises au cours des Estivales citoyennes, l'université d'été commune, pour la première fois, à toutes les composantes du Front de gauche<sup>11</sup>.

Conçue, dans ce texte, comme un outil pour une construction politique nouvelle, l'adhésion directe est évidemment une solution attirante pour des personnes aujourd'hui dispersées dans des groupes qui sont tous le résultat de fragmentations plus anciennes qu'elles souhaitent dépasser. Mais ce n'est pas *a priori* la logique des « grandes » composantes du Front de gauche, Parti communiste et Parti de gauche. Même si, occasionnellement, elles peuvent y prêter attention, notamment quand elles estiment que cela peut servir leurs propres intérêts. Il est donc peu vraisemblable qu'elle puisse aboutir, du moins à court terme. D'où l'idée, qui peut aussi avoir d'autres raisons, de regrouper les (ou certaines) des « petites » composantes pour en faire un « troisième pilier » du Front de gauche,

8. Sophie de Ravinel, « Le PCF regrette le Front contre Front de Mélenchon », *Le Figaro*, 21 juin 2012.

9. Christophe Aguiton, Clémentine Autain, Jean-Jacques Boislaroussie, Jean-Michel Drevon, Jacqueline Fraysse, Razmig Keucheyan, Stéphane Lavignotte et Myriam Martin, « Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre ! », *Médiapart*, 12 avril 2012.

10. Le texte final adopté par le congrès des Alternatifs le dimanche 18 novembre (56,37% pour, 34,75% contre, 8,88% abstentions) décide de la participation des Alternatifs au Front de Gauche

11. Les 25 et 26 août 2012 à Saint Martin d'Hères (Isère).

mieux en mesure de peser dans les débats internes au Front de gauche.

Dans cet esprit, « Les courants et organisations suivantes, membres du Front de Gauche, Convergences et Alternative, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique incluant l'Association des Communistes Unitaires, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, ont engagé un processus de discussion et de vérification d'un possible rapprochement politique. Ce texte, résultat d'un premier travail collectif entre nos groupes d'animation, est versé au débat. » Ce texte, adopté le 17 octobre, a connu une large diffusion, notamment à travers les sites des organisations signataires et de leurs structures locales ou régionales. Sous le titre « Un rapprochement... », sa conclusion est sans ambiguïtés : « Notre préoccupation est de travailler à surmonter la dispersion de nos forces, et contribuer ainsi à renforcer la dynamique de l'ensemble du Front de Gauche. Cela nous paraît possible en fonction des convergences existantes et des convictions qui nous sont communes, dans la mesure où nous sommes les uns et les autres issus d'expériences à la fois différentes et proches. Notre proximité sur les quelques "fondamentaux" résumés dans ce texte a contribué au dépassement de désaccords politiques secondaires.

Les propositions faites ici sont l'expression de trois éléments inséparables : – la convergence de nos options politiques – une conscience partagée des enjeux de la situation politique – notre appréciation du Front de Gauche. Sur cette base, constatant un accord politique important entre nos formations, nous engageons un processus de rapprochement permettant de faire vivre, au sein du Front de Gauche, un courant d'idées en commun. Un courant qui sera animé d'une convic-

tion forte : l'objectif est, plus que jamais, de favoriser le développement, l'élargissement et la transformation du Front de Gauche en une force pluraliste enracinée dans le mouvement populaire, à même de changer les rapports de forces à gauche en faveur d'une politique de transformation sociale. » L'éditorial de *Cerises*, la publication des « communistes unitaires » jugeait, dans son numéro du 19 octobre, qu'« aujourd'hui, communistes, socialistes, républicains, progressistes sans parti, peuvent travailler ensemble dans un espace commun » et que « des organisations se situant dans le champ de la radicalité, qui agissent ensemble dans le cadre du Front de gauche, vont se rencontrer avec l'objectif d'y contribuer ». <sup>12</sup>

Cette réunion, le 20 octobre, a rassemblé une cinquantaine de participants, franciliens pour l'essentiel mais aussi quelques « provinciaux ». Beaucoup d'habitues de ces rencontres auront peut-être été un peu déçus de retrouver, à quelques exceptions près, à peu près les mêmes personnes que celles qui participent à ces initiatives « unitaires » depuis quinze ou vingt ans. Mais on peut penser que le fait même qu'il existe maintenant un cadre plus jeune et plus impliqué dans les luttes sociales réelles avec le Front de gauche peut (enfin) apporter une nouvelle dynamique à ces assemblées.

## En Europe aussi ?

Ce qui apparaît aussi à travers les analyses des différentes composantes du Front de gauche, c'est la conviction que la crise du capitalisme a mis davantage à nu le caractère nocif de la construction

12. Bernard Calapuig, « Face à l'avis d'ouragan sur la France : novation politique au Front de gauche », *Cerises. Rouge, aigre-doux*, 19 octobre 2012. Voir <http://www.cerisesenligne.fr>.

ultra-libérale de l'Union européenne. Les « solutions » imposées par la Troïka en Europe du Sud, les plans d'austérité acceptés par les gouvernements sociaux libéraux ont suscité des mouvements de résistance et reconstitué un espace pour la gauche antilibérale. Cela a été spectaculaire en Grèce mais perceptible aussi en Espagne et au Portugal où les forces de gauche liées aux mouvements sociaux ont enregistré des progrès électoraux significatifs.

L'université d'été du Parti de la gauche européenne (PGE), dont le Parti communiste et le Parti de gauche sont membres, a permis ainsi de faire avancer l'idée d'un *Altersummit* en Europe, d'abord formulée par des syndicats (dont la CGT, la FSU et Solidaires en France) et des mouvements sociaux (Attac par exemple) soucieux de rompre avec le lent mouvement de dépérissement des forums sociaux européens, incapables de renouer avec le dynamisme des origines. Un appel a été rédigé à cette fin, qui met l'accent sur la dimension fondamentalement politique de la crise dans l'UE : « les réponses austéritaires sont choisies en connaissance de cause par les gouvernements, bien qu'elles aggravent la crise, pour imposer un basculement de l'ordre social vers un modèle ultra-libéral – au prix de millions d'emplois perdus, de reculs sociaux brutaux et de menaces considérables sur la démocratie elle-même »<sup>13</sup>.

Cette initiative est évidemment à mettre en rapport avec les élections européennes en 2014, pour lesquelles l'idée

gagne du terrain de faire une campagne commune de la gauche de transformation sociale pour des solutions politiques communes.

Il faut sans doute inscrire dans le même souci d'élargissement transnational des « fronts » l'appel lancé par Jean-Luc Mélenchon et Oskar Lafontaine à « construire, avec les progressistes qui le veulent sur les cinq continents, un cadre commun de rencontre et de propositions, un Forum Mondial de la révolution citoyenne ».<sup>14</sup> ■

13. Communiqué de presse adopté à Florence en novembre 2012, à l'occasion d'une rencontre dite Florence 10+10, pour marquer à la fois le dixième anniversaire du premier forum social européen (Florence, 2012) et adopter un programme d'action pour la décennie à venir. Voir [info@altersummit.eu](mailto:info@altersummit.eu). On trouvera des informations complémentaires page 121 de ce numéro.

14. <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2012/11/22/le-moment-moodys-et-cope/>, *art. cit.*